

I

La gauche efficace, une définition

Ah, mais, me direz-vous, il n'y a pas de différence d'objectif, il n'y a qu'une différence de moyens. La droite, comme la gauche, veut le bien commun. Certes, on peut se jeter Hitler et Staline au visage pour trouver, dans l'un ou l'autre camp, des personnalités extrêmes. Mais lorsqu'on reste sur le temps présent et sur le continent, et *a fortiori* au Québec, il est difficile de prétendre que, fondamentalement, le chef conservateur canadien ou libéral québécois veut autre chose que le bien de ses électeurs. En plus du pouvoir, évidemment.

La droite a foi dans les vertus du marché, du privé. Pour elle, réduire la taille de l'État est un objectif en soi car ce retrait laisse la place à l'individu et à l'entrepreneur, seuls vrais générateurs de richesse. Pour elle, la création de richesse est louable en soi, même si elle induit de lourdes inégalités. Elle promet qu'ainsi, par le jeu naturel du marché, les pauvres aussi s'enrichiront.

Il faut commencer par admettre que certaines des politiques de réduction de l'État, de démantèlement syndical ou d'augmentation du temps de travail vont produire davantage de richesse en soi. Lorsque Jean Charest modifie l'article 45 du code du travail pour permettre à une entreprise de se débarrasser de ses salariés de cafétéria qui gagnaient 22\$/l'heure et les remplacer par une entreprise qui paie les siens 8\$/l'heure, l'entreprise réduit ainsi ses coûts de production, peut gagner des parts de marché supplémentaire, donc hausser son niveau de profit et son réinvestissement. Multipliant l'exemple par mille, il en découle une augmentation de l'activité économique globale et de la création de richesse.

Il n'y a qu'un hic : les employés ont été, individuellement, appauvris. Pour qu'ils profitent de la richesse globale ainsi créée, il faut que l'État trouve un moyen de prendre

une partie de la nouvelle richesse pour la redistribuer aux salariés appauvris. Sur ce point, la droite devient muette. En fait, lorsqu'elle parle, c'est pour dire qu'il faut moins d'impôt et de redistribution de richesse, pas davantage. Donc elle propose d'une part des mesures qui créent de l'activité économique, oui, mais appauvrissent les travailleurs et, d'autre part, une réduction des impôts qui empêche l'État de compenser pour cet appauvrissement.

Et c'est davantage, aujourd'hui, dans les omissions du discours de droite que la différence droite/gauche est la plus nette, la plus audible.

L'exemple américain est patent. Depuis le début de la décennie, un gouvernement de droite tient au pouvoir. Néo-conservateur. Il a réussi à imposer son programme de réduction massive de la fiscalité – en réalité, surtout celle des revenus les plus élevés – de recul de l'État, de dérèglementation, d'affaiblissement des organisations syndicales.

Résultat : les riches américains sont immensément plus riches qu'ils ne l'étaient au début de l'ère Bush. Sur la période 2002-2006, et en ajustant pour l'inflation, le revenu médian des Américains a reculé de 800 \$. Ceux qui sont dans le 1% des Américains les plus riches, eux, ont connu une augmentation de 42%, soit de 320,000 beaux dollars de plus, par année. Quant à ceux qui sont dans le 0,1% les plus riches, ils ont gagné le gros lot, avec 57% d'augmentation, donc 1,8 million de plus par an.

Cela ne fait rien, nous répond-on. Les riches peuvent s'enrichir et l'inégalité atteindre un niveau record depuis les années précédant le crash de 1929, dans la mesure où tout le monde gagne. Tout le monde ? Voire. Pendant la période, la croissance économique n'a pas permis le moindre recul du taux de pauvreté américain. En fait, pour la période 2001-2007, et en utilisant même la méthode gouvernementale américaine de calcul – beaucoup moins sévère que les méthodes européennes, canadiennes ou des organismes internationaux – la pauvreté a augmenté d'un pour cent dans l'ensemble, soit quatre millions et demi de pauvres de plus; de près de deux pour cent pour les enfants, soit 1,6 millions de plus en six ans. La croissance de la pauvreté sévère est encore plus forte : une

hausse de 16% en six ans du nombre d'Américains ne touchant pas la moitié du niveau officiel de pauvreté – pour un total en 2007 de 15,6 millions de personnes. Ces politiques de droite ont, de plus, fait en sorte que 6 millions de personnes de plus qu'en 2001 n'aient aucune assurance-santé, soit un total de 45,7 millions d'Américains – un sur sept.

Le « moins d'État » prôné par l'équipe Bush a eu une conséquence concrète, cependant. Le refus de fixer des balises raisonnables aux institutions financières a permis la multiplication des prêts hypothécaires risqués (les *subprimes*) dont l'effondrement depuis un an risque de plonger l'Amérique et le monde entier dans une récession. Chapeau !

Mais les Américains sont plus riches que les Québécois, nous dit-on. Plus riche de 21%. Ils doivent avoir trouvé une bonne formule ! Et il est vrai que la machine économique américaine, avec son moins d'État, sa déréglementation, son taux de syndicalisme anémique et ses longues heures de travail produit 21% davantage de richesse par an, par personne, que le Québec.

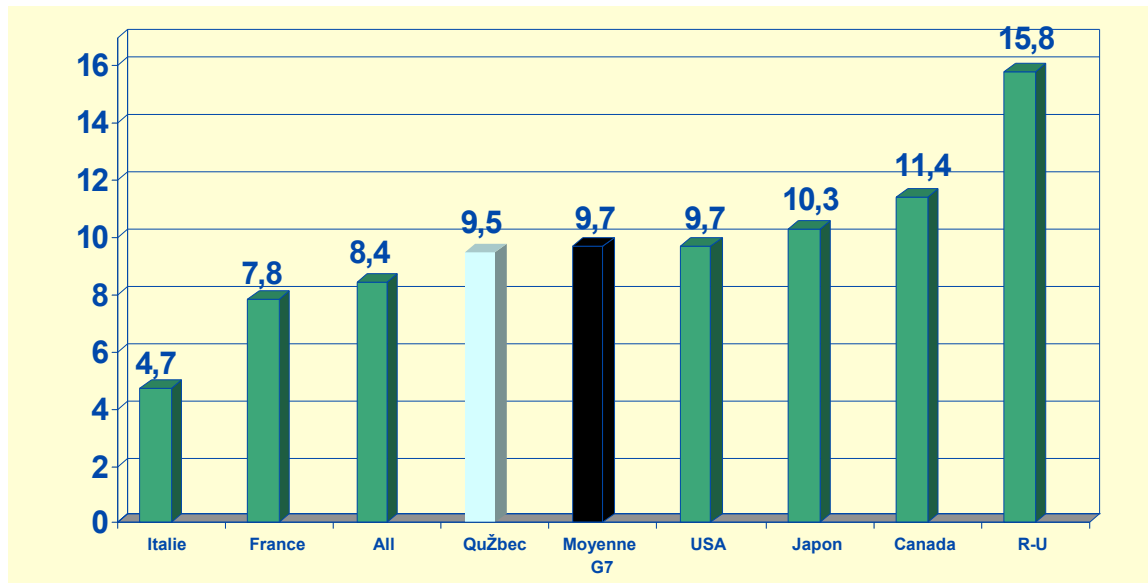
Cependant, le 1% de la population américaine la plus riche capte 20,2% de la richesse produite chaque année – donc la quasi totalité de cette richesse supplémentaire¹. On voit donc que, produire la richesse, c'est bien. Mais la question centrale est de savoir dans la poche de qui se retrouve cette richesse.

On note depuis le début de la décennie un phénomène intéressant. En termes de richesse totale par habitant, les USA sont en tête, c'est entendu (avec le Luxembourg et l'Irlande). Pourtant, pendant cette période de gouvernance de droite, donc depuis 2000 jusqu'à 2007, le taux de croissance de la richesse par habitant des USA fut de 9,7 %. Celui du Québec ? De 9,5%. Voyez-vous ça ! Dans la marge d'erreur. Comment la locomotive économique de droite américaine peut-elle faire à peine mieux que notre modèle québécois tant décrié ? Bizarre.

¹ La seule comparaison disponible avec le Canada et le Québec concerne la part du seul revenu salarial capté par le 1% le plus riche et date de 2000 : 12,5% aux États-Unis, 11% pour le Canada anglais et seulement 6% au Canada français.

La moyenne des sept pays les plus industrialisés ? 9,7%. Le champion du G7 ? Le Royaume-Uni du *New Labour* de Tony Blair et de Gordon Brown, avec 15,8%. Ils ont pourtant déployé une panoplie de nouvelles mesures sociales redistributives, en ayant réellement fait reculer le taux de pauvreté, notamment de pauvreté infantile hérité de l'ère Thatcher.

Croissance per capita, 2000/07, Québec et G7



Je reviens à la question du silence. Que la droite américaine n'ait rien à dire sur le fait que malgré des années d'enrichissement, le taux de pauvreté soit inchangé – et le plus élevé en Occident –, qu'elle trouve normal qu'un Américain sur sept ne bénéficie d'aucune assurance contre la maladie – là encore le taux de loin le plus important en Occident – voilà qui fait douter de leur engagement en faveur du bien commun.

La situation québécoise est différente. La droite québécoise, comme toute notre société, trouverait intolérable le niveau de non-couverture sociale existante aux États-Unis. Qu'on songe que les salariées américaines n'ont aucun droit à un congé de maternité rémunéré et que seules les salariées des entreprises de plus de 50 employés ont la garantie de retrouver ensuite leur emploi! Le patronat québécois a participé ces dernières décennies à l'élaboration de mesures sociales qui font du Québec un havre de solidarité sur le

continent. Reste que la tentation américaine est toujours présente dans les discours de la droite québécoise, comme la recette voulant faire reculer l'État et la solidarité pour laisser le champ libre au marché.

Lucides et solidaires

Même le manifeste *Pour un Québec lucide*, publié en octobre 2005 sous la signature de mon ancien patron Lucien Bouchard et de 11 autres personnalités, se prête à beaucoup plus d'interprétations que la brutale grille gauche/droite qu'on lui a imposé dès sa sortie – et que ses auteurs ont très malhabilement – ou était-ce volontairement – provoqué. Plutôt que d'insister sur le caractère potentiellement rassembleur de certaines de leurs propositions, les auteurs ont en effet consacré de longs et nombreux paragraphes à se plaindre d'avance de devoir se heurter à « des groupes de pression de toutes sortes, dont les grands syndicats, qui ont monopolisé le label 'progressiste' pour mieux s'opposer aux changements ». Ils prévoient que ces forces du *statu quo* vont « les clouer au pilori, monter contre eux des procès d'intention sans jamais prendre la peine d'étudier objectivement leurs idées. » Ce n'est pas exactement la recette du rassemblement.

Saluons l'agilité tactique de Jean Charest, qui s'est volontairement transformé, sur le plateau de TVA à 22h00, en commentateur ravi du document émis ce jour-là par son adversaire d'hier. Il a tablé sur les constats et suggestions qui vont, effectivement, dans le sens de ses propres thèmes.

Mais imaginons un moment que Françoise David et Claudette Carbonneau aient eu le même talent que M. Charest pour la récupération. Elles auraient pu se précipiter sur les plateaux de télévision pour se féliciter de l'adhésion-surprise de M. Bouchard et de ses collègues à la revendication historique de la gauche québécoise : l'instauration d'un Revenu Minimum Garanti (RMG). Cette proposition, par son ampleur et son impact sur les finances publiques, fait pâlir toutes les autres suggestions du manifeste. Pour faire bonne mesure, elles auraient pu se faire accompagner par Michel Chartrand, dont c'est le grand combat, et réclamer du gouvernement Charest qu'il donne un échancier pour

l'application du RMG, en échange de quoi on pourrait discuter des autres idées du texte. Elles auraient pu désigner un négociateur en chef, suivez mon regard...

En fait, le manifeste des lucides est un produit dérivé du modèle québécois. Pour qui lit les documents de vrais néo-libéraux (*Fraser Institute, American Enterprise Institute, Heritage Foundation, Cato Institute*), la prose du groupe Bouchard est celle de Québécois de centre-droit baignant dans une société de centre-gauche. Chacune de leur proposition est assortie d'un souci d'atténuation de son impact sur les plus démunis. Augmenter les frais de scolarité ? Oui, mais ne faire pleinement rembourser les dettes étudiantes que par ceux qui, devenus salariés, auront un revenu suffisant. Augmenter les tarifs d'Hydro ? Oui, mais en « protégeant » les personnes moins aisées contre ces augmentations. Taxer moins le revenu et davantage la consommation ? Oui, mais de façon « progressive ». On peut en effet détaxer les produits de base et taxer davantage les produits de luxe.

De même, le manifeste *Pour un Québec solidaire*, publié en novembre 2005 sous la signature de Françoise David et 33 autres personnalités de la gauche québécoise, dont Pierre Paquette du Bloc Québécois et quelques députés péquistes, est un modèle de modération. Le texte a beau, en conclusion, proposer de « rompre avec les recettes inefficaces du capitalisme financier », il est loin de proposer les gestes de ruptures habituels dans la littérature socialiste. Défenseur du service public de santé, le manifeste renvoie fréquemment aux pays scandinaves comme modèle de développement. Hostile aux baisses d'impôt, le manifeste s'insurge à bon droit contre l'évasion fiscale. Mais nulle part il ne propose de hausse d'impôt ou de nationalisation. Comme le manifeste des lucides, plusieurs de ses affirmations sont contestables, mais la tonalité d'ensemble est inscrite dans le réel.

La culture de la victime

Encore un mot sur la tonalité. La droite tente de nous faire croire que la gauche est responsable d'un « immobilisme » qui frapperait le Québec. Cette accusation est ridicule

et témoigne de la contagion, même chez les puissants, d'un mal particulièrement répandu au Québec : la culture de la victime.

Nous sommes *Aurore l'enfant martyre*. Cela vient de loin. Je me suis habitué à pousser un soupir chaque fois que, arrivant à Québec, je roule sur un pont qui porte le nom d'un homme dont la seule distinction fut d'être assassinée.

Un homme politique (André Boisclair) avoue-t-il avoir consommé une drogue dure lorsqu'il était ministre ? Il se pose en victime de journalistes qui ne font que leur travail en demandant combien de fois et jusqu'à quand. Une animatrice télé associée aux mouvements d'émancipation (Michaëlle Jean) devient-elle représentante de la monarchie ? Elle se sent « bannie du Québec » parce qu'on ose examiner la cohérence de sa pensée. Un géant de la littérature, indépendantiste notoire (Michel Tremblay), réprouve-t-il publiquement les orientations du mouvement ? On dénonce la « chape de plomb » qui s'est abattue sur lui, alors que ses détracteurs se sont déconsidérés par leurs dénonciations outrancières.

De tous ces exemples, et de bien d'autres, on a tiré la conclusion que le Québec est devenu intolérant, incapable d'accepter la dissidence. Denise Bombardier déplore par exemple qu'au Québec, il « faut taire » tout ce qui n'est pas politiquement correct et on refuse d'entendre des voix dissidentes comme la sienne. Elle le déplore chaque semaine dans *Le Devoir*, chaque soir au bulletin télévisé le plus écouté et chaque matin à l'un des postes de radio les plus syntonisés. Ce paradoxe vous avait-il échappé ?

Nous ne sommes pas en présence d'un trop plein de critiques mais d'une dysfonction des colonnes vertébrales. Il m'est arrivé de mettre sur la place publique des écrits qui m'ont valu critique, opprobre, accusations, inimitiés. Ce n'était pas très amusant. Mais c'était prévisible et prévu. Je n'étais pas une victime du débat que je suscitais, mais un participant, adulte et consentant. Il y a des façons parfaitement éprouvées de se soustraire au crible de la critique : il suffit de rester dans son sous-sol, de ne pas poser sa candidature, de décliner les nominations, de ne pas publier d'écrits controversés, de peser ses mots pendant les entrevues.

Le manifeste des « lucides », je l'ai dit, a innové. Ses membres se sont posés en victimes avant de subir le premier reproche. Michel Kelly-Gagnon, le président du Conseil du patronat - le groupe d'intérêts le plus puissant du Québec -, a pris le relais en accusant les groupes communautaires d'être responsables de « l'immobilisme » dont le Québec est victime. Québec solidaire n'a pas de député à Québec et voilà qu'il est au pouvoir. Déjà ?

Deux dossiers ont offensé les puissants : le CHUM, dont ils voulaient l'installation à Outremont - j'étais d'accord -, et le Casino de Montréal nouveau et amélioré - j'aurais applaudi si Loto-Québec avait en échange mis au rancart 80% de ses appareils de loterie vidéo. Dire que la gauche a tué ces projets est aussi irrationnel que de considérer l'hiver comme responsable de la défaite de Napoléon en Russie. Dans les deux cas, chacun savait d'avance où campait la difficulté. Il fallait réussir malgré elle, ou ne rien entreprendre.

Qui a détourné le CHUM d'Outremont ? Trois dangereux gauchistes : le ministre de la Santé, Philippe Couillard, qui y était farouchement opposé, l'ex-premier ministre Daniel Johnson, qui l'a combattu bec et ongles, et l'actuel premier ministre, Jean Charest, retournant sa veste. Qui a fait dérailler le Casino ? Deux dangereux gauchistes : le ministre des Finances, Michel Audet, refusant d'appuyer le projet le jour de son annonce, puis encore le premier ministre Charest, qui lui a préféré à l'époque une autre bataille : Orford.

Lucien Bouchard a dit un jour que les grands projets - bons et mauvais - naissent dans la controverse. Arrive un moment où le leader doit donner le feu vert « sur le bras », c'est-à-dire assumer le risque, a-t-il dit. Il l'a fait : déficit zéro, fusions municipales, garderies à cinq dollars, Grande Bibliothèque et, oui, métro de Laval.

La droite, au pouvoir, doit prendre ses responsabilités et cesser de chercher des boucs-émissaires. Depuis maintenant plus d'un an, le gouvernement Charest a sciemment choisi la stratégie de l'immobilisme, héritée du maître en la matière : Robert Bourassa. C'est son choix. Cela ne peut être celui de la gauche.

La gauche doit également sortir du syndrome de la victime. Car les victimes, on le sait, ne font pas l'histoire. Et les critiques n'ont pas pour fonction de se taire. Que ceux qui ont du cran engagent le débat et prennent des décisions. Que les autres rénovent leur sous-sol.

Le courage d'agir pour le bien commun en sortant des sentiers battus

La réforme, on l'aura compris, présuppose le courage. Celui d'accepter des réalités désagréables, de se préparer à des changements dérangeants, d'évaluer des pistes jusque là honnies.

J'ai la faiblesse de croire que le Québec est un terreau particulièrement fertile pour l'émergence d'une nouvelle façon d'aborder les grands dossiers, atteignant des objectifs de gauche en utilisant les moyens de l'efficacité. Le pragmatisme et l'innovation, au service du bien commun.

Qu'est-ce qui distingue (ou devrait distinguer, car je l'invente ici un peu à mon gré) la gauche efficace de la droite et de la gauche classique ?

Pour la gauche classique, la protection des acquis mène souvent à une fossilisation des positions. C'est une posture défensive qui se méfie trop souvent du changement. Une culture idéaliste de l'égalité tend aussi à niveler par le bas et à refouler l'initiative. La gauche classique ressent également un malaise face à la richesse et à l'entreprise. Je trace le tableau à grand traits. Avec le Fonds de solidarité de la FTQ et Fondation de la CSN, les organisations syndicales québécoises ont fait des pas sans commune mesure en Occident pour apprivoiser et s'approprier la création de richesse. Les organisations communautaires engagées dans l'économie sociale ont également fait du Québec un lieu phare pour l'entrepreneuriat social.

Je tente une définition de la gauche efficace:

L'objectif global

Le projet de la gauche efficace est celui d'une société où il fait bon vivre et qui a donc les moyens de sa qualité de vie. Elle a pour objectif de favoriser l'épanouissement économique, culturel, scientifique, écologique de ses citoyens et de ses communautés. La gauche efficace ne vise pas la création de richesse comme fin en soi, mais la qualité de vie, dont la prospérité durable est une variable essentielle.

L'objectif individuel

On a longtemps dit que la droite visait la réussite de l'individu et la gauche la réussite du groupe. Cela est à la fois exact et inexact. Car la défense, par la gauche, des droits humains et des droits de chaque travailleur, protégé par sa convention collective ou par une amélioration du code du travail, a mis la force du groupe au service des droits individuels. Nous sommes cependant à une nouvelle étape du développement social. Comme l'écrit le grand sociologue Alain Touraine « désormais nous n'avons d'autre fondement que nous-mêmes : nous revendiquons le droit d'être nous-mêmes, nous avons la volonté d'être reconnus comme êtres de droits et avant tout du droit d'être nous-mêmes. » C'est cet individualisme qu'expriment tous ces membres de la classe moyenne, du 450, de Québec et de la Beauce, qui cherchent des solutions ailleurs, à l'ADQ ou au PLQ. Ils jugent que les sociaux-démocrates ne se sont pas suffisamment penchés sur leur réussite à eux, leur vie à eux, se concentrant sur les besoins de la collectivité ou des seuls démunis. La gauche ne peut tourner le dos à cette nouvelle réalité. Avec la fin du pouvoir religieux, le déclin de la structure familiale, la montée de la précarité de l'emploi, l'accélération des changements, chacun est plus seul que jamais et plus responsable que jamais de sa propre réussite. Mais au chacun pour soi de la droite, à une culture qui pousse l'individualisme vers l'égoïsme, la gauche doit répondre : *tous pour un !* Elle doit proposer des solutions qui créent les conditions de la réussite de chacun, qui donne à l'individu les repères et les moyens de son cheminement et qui lui permette de vivre les « passages à vide » (licenciements, maladie) sans que ces crises deviennent catastrophes.

La stratégie

La gauche efficace veut vivre au présent, tout en préparant l'avenir. Finis les « lendemains qui chantent », qu'il s'agisse du légendaire « grand soir » socialiste, ou des

illusoires retombées économiques positives à long terme pour les pauvres d'une augmentation des revenus à court terme des millionnaires. La création et la distribution de richesse vont de pair. Les stratégies d'augmentation de richesse doivent être conçues pour à la fois protéger les salariés et les citoyens impliqués dans le changement et assurer une distribution équitable de la richesse créée.

La méthode

L'histoire humaine nous apprend que l'appât personnel du gain, la prise de responsabilité et de décision, l'émulation sont des ressorts essentiels de l'innovation. Introduisons-les dans le secteur public, faisons des salariés et des cadres, chaque fois que c'est possible, des entrepreneurs intéressés et engagés et voyons le résultat. Rien n'est plus néfaste, pour la qualité de nos services publics aujourd'hui, que la guerre larvée que mènent nos gouvernements contre l'État et ses employés. Moins nombreux vous serez, disent nos gouvernements récents, mieux ça ira. Ils comprennent : on nous méprise. Comment les en blâmer ?

La gauche efficace croit en la créativité et l'innovation qui découlent de la prise de responsabilité – et de gain – des salariés impliqués et de leurs organisations dans le privé comme dans le public et l'économie sociale. Elle croit que l'investissement dans le capital humain, des années préscolaires à la vie adulte, est le meilleur levier pour des vies réussies et une économie en croissance.

Le rapport au marché

Nous avons l'habitude de dire, avec Lionel Jospin, « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». Certes, mais cela implique que l'économie n'est que de marché. L'acceptation, nécessaire, du marché par la gauche ne signifie pas qu'il faille lui accorder toute la place. Il est plus juste de dire que nous vivons dans des économies *avec* marché *et* intervention publique. Comme l'explique l'économiste français Christophe Ramaux, « raisonner en termes d' « économie de marché », c'est ravalier au rang de simples accessoires ce qui lui échappe pour tout ou partie : l'État social, en particulier, avec ses quatre piliers que sont les services publics, la protection sociale, le droit du travail (et à la

négociation collective) et les politiques économiques (monétaires, budgétaires, industrielles, commerciales, etc.) de soutien à l'activité et à l'emploi. »

Ce constat appelle deux attitudes, complémentaires. Le refus de la marchandisation de toute la société (éducation, santé, culture). Le refus, aussi, de considérer les salariés comme une marchandise, qu'on embauche, débauche, utilise et rejette. Mais également la reconnaissance de la place centrale et de la valeur de l'entreprise et de l'entrepreneuriat dans l'économie. La gauche a longtemps considéré l'entreprise et l'entrepreneur comme l'ennemi. Et si la tension entre salariés et entreprises est une constante du jeu économique pour la distribution de la richesse au sein de chaque entreprise, la gauche efficace doit considérer globalement que le succès des entreprises québécoises est une condition essentielle du succès de la société québécoise.

C'est donc sans hésitation qu'elle doit admettre que la création de richesse passe, indubitablement, par un coup de pouce constant à nos entreprises privées, dont la compétitivité est le socle principal de notre prospérité collective. (Mais pas le seul socle : songeons qu'au Québec, le premier employeur privé est une coopérative, le Mouvement Desjardins.) Les coûts de production des entreprises doivent rester, au Québec, en deçà de celui de nos compétiteurs occidentaux. C'est un minimum dans le siècle sino-indien qui s'ouvre. Cette compétitivité doit passer par une réduction du fardeau réglementaire (sauf environnemental et social). Et puisqu'il faut éliminer la taxe sur le capital, obtenons simultanément, en échange, un engagement pour le bien commun, qu'il soit de formation professionnelle, de promotion des minorités en emploi, d'ouverture à la réduction du temps de travail pour les parents et les aidants naturels. Ce doit être donnant-donnant, gagnant-gagnant. Voilà qui est être efficaces, mais de gauche.

Il faut donc résister à l'idée simpliste voulant qu'on laisse le capitalisme créer la richesse et qu'on s'appuie sur l'État pour la redistribuer. Il faut au contraire réhabiliter l'entreprise en soi et affirmer que l'entreprise, même privée, est un lieu social essentiel de la vie collective et de ses participants : les actionnaires et entrepreneurs, certes, mais aussi les salariés et les cadres, les voisins et la communauté, comme les clients. Cela signifie que

la société doit voir l'entreprise non seulement comme une froide machine à richesse, mais comme un lieu de vie et d'épanouissement pour ceux qui la font fonctionner et qui participent à sa réussite.

Le rapport à l'entrepreneuriat

Contrairement à la droite, la gauche efficace a une vision de l'entrepreneuriat qui dépasse la seule entreprise privée. Elle croit à l'économie plurielle. L'entrepreneuriat syndical et d'économie sociale ont le potentiel de devenir une source importante de création de richesse, monétaire, certes, mais surtout sociale². Cette économie collective a des caractéristiques particulières : c'est une **économie de proximité**, qui offre des services aux personnes, des enfants aux aînés (garderies, logement communautaire, comptoirs alimentaires) et génère des produits à consommation locale: produits locaux et régionaux, production biologique, restauration, culture, tourisme social; son **fonctionnement est démocratique**, dans la mesure où elle fonctionne en groupe, en délégation ou de manière coopérative, forge des liens avec la communauté, les consommateurs, les producteurs et constitue donc une école de la citoyenneté; elle fait preuve **d'innovation**, car elle s'insère dans de nouveaux créneaux, délaissés par l'économie marchande, notamment ceux de la prévention.

Globalement, le Québec souffre d'un manque de nouveaux entrepreneurs. Il faut faire éclore l'entrepreneuriat partout où il se trouve.

Le rapport au privé et au public

La gauche ne devient pas plus efficace parce qu'elle s'ouvre à la privatisation. Elle le devient en forçant le développement de nouvelles pratiques dans le privé comme dans le public. Et dans ce dernier notamment en militant pour la décentralisation, pour la responsabilisation, pour la démocratisation, bref en forçant l'État à rompre avec la manie

² En 2005 au Québec, 6254 entreprises d'économie sociale soutenaient 65 000 emplois équivalents temps plein, pour un chiffre d'affaires de 4,3 milliards \$. En 2007, le secteur coopératif et des mutuelles comprenait 3240 entreprises soutenant 87 000 emplois et un chiffre d'affaires de 22 milliards. Cela équivalait à 5% de l'emploi privé non-agricole au Québec.

de tout standardiser dans la livraison de ses services pour faire davantage confiance aux communautés et aux acteurs – notamment les salariés du privé et du public.

Les autres gisements de richesse

L'exclusion de la société d'une partie des Québécois, les plus pauvres, les moins instruits, les analphabètes, est considérée par la droite comme une réalité désagréable mais inévitable. La gauche efficace croit au contraire qu'il y a là un gaspillage de vies et de talents qui nécessite une intervention soutenue. Faire reculer l'exclusion, la pauvreté, l'analphabétisme permet non seulement à ces citoyens d'accéder à une meilleure qualité de vie, mais offre à la société un réservoir supplémentaire de richesse et de créativité. Les investissements consentis dans la réduction de l'exclusion sociale sont largement récupérés ensuite dans les coûts évités dans toute la chaîne sociale : moins de décrochage, de troubles sociaux et de santé, de criminalité, davantage de productivité.

Le rapport à l'État

Je n'ai pas parlé ici de la question nationale. Même sans elle, je serais partisan d'un État vigoureux. Mais parce que les Québécois forment une minorité singulière en Amérique, la santé de son premier outil collectif, l'État, est doublement (oserais-je le dire?) capital. De plus, un État québécois crédible et respecté est la condition d'un rassemblement plus large en faveur de la souveraineté, puis un atout important pour le succès économique et politique des premières années d'un Québec indépendant. Plus généralement, l'objectif n'est ni l'État-minceur, ni l'État-obèse, mais l'État fort parce qu'efficace. L'État respecté parce qu'à l'écoute du citoyen et de ses salariés ayant retrouvé le goût du service public. L'État crédible parce que responsable et compétitif.